



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE

S/4720  
17 février 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

---

LETTRE EN DATE DU 17 FEVRIER 1961 ADRESSEE AU PRESIDENT  
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE  
LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint le texte de la déclaration du  
Gouvernement de la République populaire de Bulgarie relative à l'assassinat de  
Patrice Lumumba, avec prière de bien vouloir faire imprimer et distribuer celui-ci  
en tant que document de l'Organisation des Nations Unies.

Veillez agréer, etc.

Signé : Yordan TCHOBANOV

Représentant permanent de la République  
populaire de Bulgarie

## DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

Le Gouvernement de la République de Bulgarie exprime l'indignation profonde du peuple bulgare tout entier au sujet de l'assassinat atroce du Premier Ministre de la République du Congo Patrice Lumumba et de ses collaborateurs le Président du Sénat Joseph Okito et le Ministre de la défense Maurice Mpolo. Le peuple bulgare est bouleversé par ce nouveau crime monstrueux des colonialistes et de leurs agents à la solde au Congo. Le Gouvernement bulgare présente ses condoléances sincères aux familles de Patrice Lumumba et de ses collaborateurs et il partage la douleur profonde du peuple congolais tout entier.

Ce lâche assassinat des dirigeants éminents du peuple congolais est un résultat de la politique mise en marche par les colonisateurs dès le lendemain de la proclamation de l'indépendance du Congo. Même enchaînés, les véritables dirigeants du peuple congolais avec en tête Patrice Lumumba, héros national du peuple congolais, présentaient évidemment pour les colonisateurs une menace et un obstacle à la réalisation de leurs plans visant à imposer une nouvelle servitude coloniale à la jeune République africaine. D'une manière tragique se sont confirmées les craintes et se sont avérés justifiés les avertissements, adressés maintes fois au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale par les représentants des pays socialistes et de nombreux autres pays épris de paix, qu'un attentat se préparait contre le Premier Ministre de la République du Congo et ses collaborateurs par les colonisateurs belges et leurs marionnettes. Ce n'est que sous la pression des Etats impérialistes et colonialistes que ces avertissements n'ont pas été pris en considération et n'ont pas été prises les mesures nécessaires pour mettre la clique vendue de Mobutu Tschombé hors d'état de nuire et pour libérer les dirigeants légitimement élus du peuple congolais.

Le rôle peu enviable, qu'on a fait jouer à la poignée de traîtres et de renégats du peuple congolais pour la réalisation des desseins ténébreux des colonisateurs belges et de leurs alliés, ne saurait point dissimuler les véritables coupables des événements tragiques au Congo.

Les colonisateurs belges se sont décidés à une pareille aventure au Congo uniquement grâce à l'aide qui leur a été apportée par toutes les forces colonialistes et, surtout par le pacte agressif de l'Atlantique Nord, la tâche de l'opprobre de ce crime sanglant pèsera non seulement sur le Gouvernement belge mais aussi sur ses alliés et sur le pacte agressif de l'OTAN.

Un rôle exclusivement ingrat et déshonorant de valet des colonisateurs joue dans ce jeu lâche le Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, ainsi que nombre de ses organes au Congo. Il ne peut y avoir à présent aucun doute, qu'en pleine contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies, les organes exécutifs les plus haut placés de l'ONU ont été mis entièrement au service des ennemis jurés du peuple congolais. Par ces actes du Secrétaire général de l'ONU et du commandement des forces de l'ONU au Congo à l'autorité de l'ONU a été porté un rude coup qui menace sérieusement ses fondements. De quel oeil en effet les peuples regarderaient-ils une organisation appelée par le Gouvernement légitime du Congo pour couper court à l'agression des colonisateurs belges, mais dont le Secrétaire général s'est non seulement rallié aux ennemis du peuple congolais et a entrepris des actes contraires aux intérêts de celui-ci, mais devint le protecteur conscient des assassins de ceux qui avaient demandé l'aide de l'ONU. Il est évident que dans cet état de choses, maintenir Dag Hammarskjöld au poste de Secrétaire général des Nations Unies serait incompatible avec les exigences les plus élémentaires pour le fonctionnement ultérieur normal de l'ONU. Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie refuse toute confiance à Dag Hammarskjöld, estime qu'il ne peut plus occuper le poste de Secrétaire général des Nations Unies et déclare qu'à l'avenir il n'entretiendra aucun rapport avec lui.

Les voies de fait des mercenaires des colonisateurs montrent qu'il est nécessaire de désarmer et dissoudre les bandes de Tshombé et Mobutu, de punir sévèrement les coupables des crimes commis. Les troupes et le personnel belges qui se trouvent au Congo sous quelque forme ou couvert que ce soit doivent quitter immédiatement le pays. Il est nécessaire que l'ONU condamne résolument la Belgique en tant qu'agresseur et applique conformément à la Charte de l'ONU les sanctions respectives contre elle. Les derniers événements au Congo montrent que la mission de l'ONU a complètement échoué en raison des agissements de

Dag Hammarskjöld et du commandement des troupes de cette Organisation au Congo. En fait "l'opération" de l'ONU au Congo de "non-intervention" dans les affaires intérieures, comme Dag Hammarskjöld essayait de la présenter, se transforme, sur son initiative et ses directives, en protection et organisation de complots militaires et extermination des plus dignes fils du peuple congolais, en une intervention des plus flagrantes en faveur des colonisateurs belges. En raison de ce fait, le Gouvernement bulgare insiste que toutes les troupes de l'ONU soient retirées dans le plus bref délai du Congo et que la possibilité soit donnée au peuple congolais de décider lui-même de son sort.

Le peuple bulgare est convaincu que la lutte héroïque du peuple congolais pour la liberté et l'indépendance sera couronnée de succès malgré toutes les intrigues et crimes des colonialistes et de leurs alliés. Personne ne saurait en douter. Ce n'est pas la première fois que les régimes obscurantistes recourent à la liquidation physique des combattants les plus en vue de la liberté d'un peuple, mais rien n'est en état d'arrêter un peuple qui lutte pour son indépendance.

A la tête de la lutte du peuple congolais se trouve toujours le gouvernement légal présidé par Monsieur Antoine Gizenga, faisant fonction de Premier Ministre. Le Gouvernement bulgare déclare que la République populaire de Bulgarie prêtera plein appui et toute assistance possible au Gouvernement légitime du Congo dans ses efforts pour le rétablissement de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République du Congo.

-----